

Burundi : Les cinq principales radios privées du pays ont toutes cessé d'émettre

RFI, 18-05-2015 Radios au Burundi : la reprise des programmes s'annonce difficile Au Burundi, la présidence dit regretter que les radios privées aient été brisées et assure qu'elles peuvent reprendre leurs programmes. Une déclaration faite par le conseiller en communication du président, Willy Nyamitwe. Les cinq principales radios privées du pays ont toutes cessé d'émettre, attaquées pendant la tentative de coup d'Etat manqué.

Pour la Rema, la radio pro-gouvernementale, les manifestants et les putschistes sont accusés. Pour ce qui est de la RPA, Bonesha, Isanganiro et Renaissance, ce sont les forces de sécurité loyales au président Nkurunziza qui sont pointées du doigt. Un drame national dans un pays où l'on vit l'oreille collée au poste, surtout à l'approche de Willy Nyamitwe est catégorique. « Nous devons faire en sorte que la liberté de la presse soit assurée dans notre pays », a expliqué le conseiller en communication du président, qualifiant les menaces à l'égard des journalistes ou l'autre des camps d'inacceptables. Depuis la tentative de putsch de mercredi, tous les médias sont muets, les journalistes et techniciens sont au chômage et la population soumise aux rumeurs. Toutes les radios privées peuvent reprendre leurs programmes, affirme donc la présidence, à l'exception de la RPA, fermée par décision de justice. Ce sont les putschistes qui l'ont remise en fonction, souligne le conseiller du président. « Il y a des policiers devant les radios, comment va-t-on y accéder ? », note Innocent Muhozi, le patron de la radio et télévision Renaissance. Ce dimanche, c'est grâce au médiateur de la RCP publique qu'il a pu y rentrer. Ensemble, ils ont fait une première des dégâts. « Nous n'avons plus rien, comment reprendre les programmes ? » S'interroge le directeur de la Claude Nkurunziza. Même constat du directeur de radio Bonesha, Patrick Nduwimana. Et pourtant, plusieurs patrons de radios estiment qu'avec un petit coup de pouce de la communauté internationale et en mettant en commun le matériel qui a échappé à la casse, dans les prochains jours, plusieurs radios privées pourraient recommencer à émettre. On est prêt à prendre la présidence au mot, disent les uns. Il faut des garanties de sécurité, estiment les autres. Plusieurs journalistes ont déjà décidé de quitter le pays, comme Bob Rugurika, le patron de la RPA. D'autres se disent menacés. Des journalistes toujours menacés « Comment peuvent-ils dire ça alors que ce sont eux qui ont tout détruit ? », s'interroge un journaliste. Le conseiller du président Nkurunziza évoque des combats entre putschistes et loyalistes pour expliquer ce qui s'est passé notamment à la RPA et à Renaissance. « Ça ne tient pas ! », répondent des journaux burundais, soulignant que Bonesha et Isanganiro avaient été attaqués en plein jour, en l'absence de militaires putschistes, par des policiers. Pour Patrick Nduwimana, le directeur de Bonesha FM, détruite à 80 %, la réaction de la présidence est contradictoire : « La présidence dit qu'on peut émettre à nouveau. Mais on va émettre comment ? 80 % de notre matériel de diffusion a été sérieusement endommagé parce que les policiers, qui ont fait irruption dans nos locaux, ont mitraillé tous nos équipements ? On est parti pour ne pas pouvoir travailler pendant trois ou quatre mois ! » Et puis concernant la question de la sécurité, à l'heure où je vous parle, les journalistes des radios ont été ciblés de cette attaque sont tous sous menace. Tout le monde est menacé. C'est vraiment contradictoire : c'est à dire, on nous dit qu'on peut travailler, qu'on va nous sécuriser, mais de l'autre côté on subit des menaces. Patrick Nduwimana estime que c'est à l'Etat de prendre en charge le coût des travaux de réinstallation des radios car ce sont des policiers agents de l'Etat qui sont venus tout détruire.